

# Conflits en Birmanie : Un cessez-le-feu limité et non inclusif ne pourra aboutir à une paix durable

lundi 16 novembre 2015, par [Info-Birmanie](#) (Date de rédaction antérieure : 26 octobre 2015).

Le 15 octobre, le gouvernement birman a signé un accord de cessez-le-feu avec huit groupes armés ethniques à Nay Pyi Daw. Qualifié « d'accord historique » par le gouvernement et la communauté internationale, il est pourtant largement critiqué par les organisations de la société civile et certains leaders ethniques qui ont qualifié l'accord de « blague ».

## NCA

Formellement, il s'agit, d'un accord de cessez-le-feu « national » alors qu'en pratique il ne couvre qu'une partie du territoire. En effet, il n'a été signé que par huit groupes armés ethniques qui proviennent principalement des régions ethniques proches de la frontière thaïlandaise. Sept groupes invités à Nay Pyi Daw, ont refusé de signer, dont deux des plus importants groupes armés du pays – les Kachin et les Wa – et la plupart des groupes proches de la longue frontière avec la Chine. Leur décision s'explique notamment par la réticence du gouvernement à intégrer à l'accord tous les groupes armés ethniques.

Après trois ans de négociation, le texte de douze pages reste largement incomplet et manque de précision. Alors que le dialogue politique doit commencer dans les 90 jours suivant la signature de l'accord, on ne sait toujours pas comment ni par qui seront menées les discussions. Le gouvernement n'a pas non plus réussi à définir comment le pouvoir serait partagé avec les régions ethniques, ni à leur donner une vision politique du futur.

L'association Women League of Burma s'inquiète également du rôle des femmes dans le processus de paix. Lors du sommet de Lawkheelar en juin dernier, les groupes armés ethniques avaient proposé d'amender le texte du cessez-le-feu pour garantir un quota d'au moins 30% de femmes dans le futur dialogue politique. Mais le gouvernement a refusé d'amender le texte qui mentionne uniquement qu'une proportion « appropriée » de femmes prendra part au dialogue. Cette mention volontairement vague ne garantit aucunement une participation sérieuse des femmes et contredit totalement l'affirmation du gouvernement de mettre en place la Résolution 1325 du conseil de sécurité de l'ONU.

Enfin, les conflits armés continuent. Alors même que le gouvernement tentait de forcer la signature d'un plus grand nombre de groupes, l'armée birmane continuait de lancer des offensives contre les Kachin, les Kokang et les Ta'ang qui sont tous basés près de la frontière avec la Chine. Depuis que l'accord a été signé, le gouvernement a envoyé de nouvelles troupes militaires dans l'État Kachin et l'État Shan. Les conflits se sont intensifiés la semaine dernière, entraînant de graves violations des Droits de l'Homme à l'encontre de civils et le déplacement d'au moins 3 000 personnes dans l'État Shan. Les 200 000 personnes qui vivent déjà dans des camps de déplacés dans le nord du pays, souffrent par ailleurs d'importantes carences humanitaires car le gouvernement birman limite toujours l'accès aux camps. Les organisations de la société civile craignent que l'accord de cessez-le-feu ne mène finalement à une escalade de violence et conduise à la division et à l'affaiblissement des

groupes armés ethniques. Elles redoutent enfin une réduction des financements internationaux destinés aux personnes déplacées dans tout le pays.

La question du calendrier de désarmement des groupes armés ethniques, qui, selon les militaires, conditionnera la durée de leur contrôle politique sur le pays, n'a pas non plus été décidée. Le Chef des armées birmanes a déclaré que les militaires se retireraient de la politique quand les groupes armés ethniques auront accepté de « sortir de la clandestinité, auront rendu les armes et participeront pacifiquement à la construction d'une nation démocratique. »

Le gouvernement avait fait de la signature de l'accord de cessez-le-feu national, l'un des engagements phare de son mandat. Alors que les élections auront lieu dans moins de trois semaines, il semble avoir privilégié un accord à tout prix, sans s'attarder sur son contenu ni sur son caractère non inclusif.

L'histoire birmane nous a démontré à plusieurs reprises que la signature d'un cessez-le-feu n'est absolument pas gage de paix. En effet, La plupart des cessez-le-feu déjà signés entre l'armée birmane et les groupes armes ethniques ont été rompus.

Il est inquiétant que la signature de cet accord ait été bien accueillie par l'envoyé spécial des Nations Unies Vijay Nambiar et par de nombreux diplomates présents lors de la cérémonie. La communauté internationale a même appelé les groupes armés non signataires à signer l'accord pour permettre une paix durable en Birmanie.

Malheureusement aucune paix ne sera possible tant que l'armée birmane continuera d'attaquer les groupes armés ethniques, refusera de les inclure à l'accord, ne prendra pas en compte les organisations de la société civile et gardera un contrôle sur la politique du pays.

Info Birmanie appelle l'Union Européenne, l'un des plus importants donateurs du processus de paix, à cesser de prioriser ses relations avec le gouvernement birman au dépens des intérêts des civils dans les zones de conflits ethniques. L'Union Européenne doit, au contraire, questionner son soutien inconditionnel au processus de paix et exercer de véritables pressions sur le gouvernement birman pour qu'il mette immédiatement fin à ses offensives militaires et aux violations des droits de l'Homme, en prélude à un dialogue politique inclusif.

## **Info Birmanie**

---

### **P.-S.**

\* Info Birmanie. Publié le 26 octobre 2015 :

<http://www.info-birmanie.org/un-cessez-le-feu-limite-et-non-inclusif-ne-pourra-aboutir-a-une-paix-durable-en-birmanie/>